

HISTOIRE ET QUÊTE DE LÉGITIMITÉ POLITIQUE PENDANT LES PREMIÈRES ÉLECTIONS PLURALISTES EN GUINÉE-BISSAU

La campagne des premières élections pluralistes (législatives et présidentielles) de Guinée-Bissau, tenues en juillet et août 1994, a été marquée par un abondant recours à l'histoire comme source de légitimité des candidats. Ce phénomène a été plus important dans la campagne présidentielle en raison de la nature même de cette confrontation où chaque prétendant a dû se forger, indépendamment de son parti ou groupe d'appui, une légitimité personnelle à même de l'imposer aux yeux de la population comme le leader idéal. La plupart des candidats ne pouvaient faire appel à d'autres sources de légitimité que leur propre passé. Mais comme le passé individuel, aussi intéressant soit-il, n'est source de légitimité que lorsqu'il s'identifie avec une partie du passé collectif, l'histoire récente de la Guinée-Bissau a été très sollicitée pour fournir des épisodes et des références propres à servir les besoins de projection nationale des candidats. Vu le poids de la guerre de libération nationale dans la mémoire collective des Guinéens, cette période a constitué le fonds commun où chacun des candidats a puisé les éléments pouvant faire coïncider son profil personnel avec le profil historique de la nation.

Si la lutte pour l'indépendance a été le patrimoine le plus exploité par les candidats, il ne s'est point agi de la même lutte, ni de la même histoire pour tous. Selon les figures des personnalités, le recours aux épisodes historiques a été, soit un rappel de l'histoire officielle du PAIGC, soit l'appel à une histoire révisionniste remettant en cause la version officielle, soit encore la révélation des histoires de l'histoire, qu'elles soient inédites, secrètes, infamantes ou réhabilitatrices.

LA LÉGITIMITÉ PAR L'HISTOIRE OFFICIELLE

Le président-candidat João Bernardo Vieira a été celui qui fit le plus souvent appel à la symbolique de l'histoire officielle. Cette approche est logique puisque l'homme incarne une partie de cette histoire. "Kabi", son nom de guerre et de campagne électorale, fut à lui seul un rappel de l'histoire de onze ans de lutte armée contre les troupes portugaises, et du coup d'État du 14 novembre 1980 qui remit ce nom au premier plan.

Pendant la guerre de libération nationale, João Bernardo Vieira, chef du front Sud, avait pris le nom balante de *Kabi Na Fantchamna*, qui signifie littéralement "la hyène de Fantchamna", et au sens figuré "L'homme fort du clan des Fantchamna". La hyène, qui n'est pas exempte de défauts rédhibitoires dans la mentalité populaire, est prise ici dans le sens positif de symbole de force, de combativité et d'autres vertus associées. Délaissé après la guerre, ce nom a été remis à l'honneur à la suite du "Movimento reajustador", le coup d'État qui renversa Luis Cabral, premier président de la Guinée-Bissau, le 14 novembre 1980, et porta au pouvoir João Bernardo Vieira, dit Nino Vieira, ou Kabi. Les noms Nino et Kabi ont été les plus utilisés pendant la campagne électorale, en raison de leur charge affective et historique plus grande. Le cri de ralliement pendant la campagne fut "Iooodé ali Kabi na bin" c'est-à-dire "Iooodé voici venir Kabi", ou mieux "voici venir l'homme fort". Pour exploiter à fond cette veine historique, sentimentale et légendaire, le vieux Balante du clan des Fantchamna dont il est dit qu'il accueillit pendant la guerre Nino Vieira comme son fils et lui donna le nom de *Kabi Na Fantchamna* fut présenté aux électeurs. Cette initiative était aussi destinée à contrer la popularité de Kumba Iala, d'ethnie balante.

Sa réputation de héros de la lutte de libération n'étant plus à faire, Nino Vieira a porté sa campagne de légitimité historique non pas sur ses hauts faits personnels, mais sur sa stature d'héritier de "l'Esprit de la Lutte". En rappelant les acquis, il s'est placé en position de dépositaire de l'héritage du PAIGC. C'est à ce titre que sa campagne l'a constamment projeté comme héritier d'Amílcar Cabral et de son œuvre : l'affirmation de la dignité du Guinéen ; la fondation de sa nationalité ; l'unité nationale dans un pays pluriethnique, multiculturel, et même multiracial. La mani-festation la plus expressive de cette stratégie de légitimation par l'histoire n'est pas dans les discours électoraux, mais dans l'exposition de la vie du candidat, organisée en pleine campagne électorale. Ce n'est pas un hasard si les photographies mises en valeur furent celles où le candidat apparaissait en compagnie d'Amilcar Cabral. La relation entre l'histoire et le présent était matérialisée par ces images. Les liens entre le père-fondateur, source de légitimité, et le candidat étaient de ce fait concrétisés aux yeux des électeurs. La symbolique de l'image passée et celle du verbe présent se complétaient dans une même dynamique de légitimation du candidat, présenté comme le continuateur d'un processus sans ruptures, mais avec des phases marquées par des dates comme 1960 (adhésion de Nino au PAIGC), 1963 (début de la lutte armée avec Nino à sa tête), 1973 (proclamation de l'indépendance par Nino président de l'Assemblée nationale populaire), 1980 ("Mouvement de réajustement" dirigé par Nino), 1986 (libéralisation économique sous la direction de Nino), 1991 (libéralisation politique promue par Nino) et enfin 1994 (Nino candidat à la poursuite de son œuvre historique).

LA LÉGITIMITÉ PAR L'HISTOIRE OFFICIELLE REVUE ET CORRIGÉE

Face à cette volonté du candidat Nino Vieira d'incarner la légitimité historique comme processus continu, s'est développée une stratégie concurrente puisant à la même histoire officielle, mais avec des ruptures. Cette stratégie fut celle du candidat Victor Saúde Maria.

Dirigeant historique du PAIGC, ce dernier avait été ministre des Affaires étrangères puis Premier ministre avant de tomber en disgrâce en 1984, accusé d'avoir préparé un coup d'État contre Nino Vieira. Réfugié dans la mission diplomatique du Portugal, qui négocia sa reddition, il échappa à la prison mais resta longtemps en résidence surveillée. En 1991, il créa le *Partido unido social democrata* (PUSD), dont l'implantation nationale est demeurée faible. Avec 2,7 % des suffrages exprimés, il fut relégué au septième rang parmi les huit candidats aux élections présidentielles.

Sa stratégie de légitimation entra dans la logique de son propre parcours. Vétéran de la lutte de libération, issu du même sérail que Nino Vieira mais en rupture avec le PAIGC depuis 1984, sa légitimité ne pourrait découler que des discontinuités d'un processus historique comportant une période originelle d'orthodoxie, une rupture provoquant une trahison des idéaux, et la promesse d'une nouvelle rupture conduisant à la restauration de l'âge d'or de l'orthodoxie. Contrairement à son rival et ancien camarade de parti, c'est grâce aux ruptures qu'il tenta sa jonction avec Amílcar Cabral ; c'est par les failles qu'il put remettre en cause la légitimité revendiquée par Nino Vieira et se projeter comme une figure de recours. En marquant bien les césures de l'histoire du parti, il s'absolvait des erreurs dont le PAIGC pouvait être accusé à certaines périodes. C'est dans cette optique que s'inscrivent les nombreuses références de sa campagne à son passé de combattant, à ses relations personnelles avec Amilcar Cabral, à la confiance dont il était investi comme personne intègre régulièrement chargée des missions délicates. En remontant aux origines, il se désolidarisait de la période subséquente qui ne serait plus alors qu'une parenthèse historique qu'il suffirait de refermer pour renouer avec les idéaux originels et la légitimité qu'ils confèrent.

LES NON-DITS DE L'HISTOIRE ET LA LÉGITIMITÉ PAR LA SYMBOLIQUE HISTORIQUE

La même stratégie d'exploitation des ruptures historiques aurait pu convenir à Kumba Iala issu également du sérail du parti-État et fondateur du *Partido da renovação social* (PRS). Toutefois, en raison de son jeune âge et de son parcours plus bref dans le PAIGC, il n'avait pas la même envergure historique qu'un Victor Saúde Maria, même si certaines données biographiques qui restent à prouver font remonter son entrée au PAIGC à la date très précoce de 1962.

Cette tentative de faire remonter à l'âge de neuf ans le début de son militantisme confirme l'actualité de la lutte de libération nationale comme principale source de légitimité politique, même pour les opposants. Elle confirme aussi la prégnance de l'image du parti comme creuset de la nationalité bissau-guinéenne, et du parcours initiatique dans le PAIGC comme fait majeur, même dans la vie des anciens militants. Il n'y a, à cet

égard, aucun paradoxe quand on connaît le mythe qu'a représenté le parti d'Amílcar Cabral au moment de l'accession de la Guinée-Bissau à l'indépendance. Indépendamment de leurs critiques acerbes contre le PAIGC actuel, les anciens militants ne rejettent pas ouvertement leur passé au parti : il a été la grande école politique de la majorité des dirigeants de l'opposition.

Kumba Iala est né en 1953 à Bula à trente kilomètres de Bissau. Ancien séminariste dans cette ville, il est loin d'être un "historique" du PAIGC, tant du point de vue de la lutte armée que de celui de la lutte politique clandestine. Ce n'est qu'après ses études de théologie et de philosophie au Portugal qu'il a rejoint la Guinée-Bissau indépendante où il s'est distingué par un militantisme actif et son rôle de formateur à l'École des cadres du PAIGC. Suite à de fortes divergences avec le parti, il en fut expulsé en 1990 et rejoignit immédiatement Rafael Barbosa, vieux compagnon de route d'Amílcar Cabral. Il fut ainsi cofondateur du *Frente democrática social*. À la suite de nouvelles divergences, il fonda en 1992 son propre parti, le *Partido da renovação social*. Dépourvu de moyens financiers et matériels, il fit une campagne de proximité dans les zones rurales, se déplaçant par des moyens de fortune ou à pied, mais tenant un langage direct de croisé des pauvres et des laissés-pour-compte. Sa percée fulgurante qui le mena au second tour d'une élection présidentielle donnée gagnée d'avance par Nino Vieira dès le premier tour a été l'événement majeur des premières élections pluralistes de Guinée-Bissau (1). Aussi choisit-il deux exploitations convergentes de l'histoire, plus conformes à son profil.

La première consista en la dénonciation des erreurs et horreurs du passé, par les déclarations les plus fracassantes de la campagne électorale. Il commença en accusant Nino Vieira d'être un homme sanguinaire, responsable d'innombrables atrocités, y compris à l'encontre de combattants du PAIGC. Se réfugiant derrière la dignité de sa fonction de chef de l'État, et se contentant de proférer la menace d'un procès en diffamation après les élections, le candidat Nino Vieira refusa de répondre dans le détail aux accusations violentes et précises faites par son rival politique. Ce silence laissa le champ libre aux accusations de Kumba Iala qui firent leur chemin dans la population, prise comme témoin, pour la première fois, d'une telle utilisation publique des épisodes sombres de l'histoire guinéenne.

Par la dénonciation de parties sombres et la révélation fracassante d'épisodes non mentionnés dans l'histoire officielle, Kumba Iala ne rechercha pas directement une légitimité historique pour lui-même, mais s'appliqua à saper les fondements de la légitimité de Nino Vieira, qu'il désigna toujours comme son principal adversaire. Cette stratégie qui consistait à le dépouiller des oripeaux de l'histoire pour lui dénier toute légitimité permettait en même temps d'affirmer sa propre figure comme celle d'un *machu*, un mâle sans peur, capable de remettre en cause la *machuandade* (virilité) de son adversaire politique. Cette confrontation entre *machus* a été une donnée sociologique fondamentale de la campagne électorale qui a, peu à peu, fait le vide autour des deux candidats les plus *machus* qui sont restés dans l'arène pour le duel final du second tour de la présidentielle.

(1) Cf. les données biographiques officielles publiées par le *Boletim da Agência noticiosa da Guiné*, n° 36, 11 août 1994, et *Banobero*, n° 0, 8 août 1994, p. 9.

La notion de "machu" liée au culte de la virilité est très importante dans les valeurs socio-culturelles guinéennes. Elle a été déterminante dans l'affirmation de Kumba Iala auprès de certaines couches sociales fascinées par l'approche rude qu'il a adoptée face au Président sortant qu'il a régulièrement défié en public, avec la ferme intention de transformer la campagne électorale en duel. Cela lui a permis d'éclipser des candidats plus timorés ou plus policés dans leurs discours. Cette affirmation de Kumba Iala comme "machu" fut d'autant plus importante que Nino Vieira lui-même n'échappa pas au culte de la *machuandade* puisqu'il a plusieurs fois traité des adversaires politiques de *blufu*, c'est-à-dire de non-initié ou non-circoncis au sens propre, et de mauviette au sens figuré, une insulte hautement infamante qui condense les acceptions propre et figurée de la non-virilité.

La seconde exploitation de l'histoire comme base de contestation de la légitimité de Nino Vieira consista en la proposition d'un nouveau départ historique, en une exploitation positive du passé pour sa propre affirmation : un nouveau départ historique vers le renouveau. Ce n'est pas un hasard si le mot *renovation* figure dans le nom du parti de Kumba Iala. Ce mot fonde autant la philosophie du parti que la démarche du candidat, présentée comme une croisade contre la mauvaise gestion, la corruption, la trahison des idéaux du PAIGC, le pouvoir personnel, etc. La rénovation porte en filigrane la référence implicite à un héritage historique à régénérer. Cet héritage implicitement évoqué fut symboliquement mis en scène par le pouvoir évocateur du bonnet.

Kumba Iala qui, en temps normal, est un adepte de la veste et de la cravate adopta pour la période électorale une tenue de campagne faite d'une chemise blanche et d'un bonnet rouge. La symbolique révolutionnaire était là, bien présente, non sans rappeler le bonnet phrygien, le drapeau du *Partido da renovação social* étant aussi fait de bandes bleu-blanc-rouge. Cependant, c'est l'identification avec le célèbre bonnet d'Amílcar Cabral qu'il s'agissait d'induire, et c'est en ce sens que l'électorat l'interpréta. Sans que cela ait été explicitement suggéré par Kumba Iala qui, comme la majorité des hommes politiques guinéens, revendique les idées de Cabral, la foule de ses réunions électorales bruissait de comparaisons assimilant le candidat à un nouveau Cabral. À la fin de la campagne, le candidat et son symbole ne se distinguaient plus ; Kumba Iala était l'homme au "bonnet rouge", au *barete burmedju*.

Les non-dits sont parfois plus éloquents que les discours. Les symboles historiques ont sur les mots le grand avantage d'être immédiatement accessibles à tous, avec tout ce qu'ils véhiculent d'émotions, de passions, de rêves, de légendes, etc. C'est ainsi que, sans jamais se proclamer ouvertement héritier historique de Cabral, Kumba Iala a induit un phénomène populaire de comparaison et d'identification implicites dont il a tiré un grand profit électoral : 21,8 % des votes au premier tour de la présidentielle, 48 % au second. Il est, à ce titre, hautement significatif que ce politicien prolixe, aux discours les plus tonitruants de la campagne électorale, n'en soit pas sorti affublé du label d'une des innombrables formules-choc qu'il a prononcées ; il en émergea identifié avec le code muet, le message non verbal, le symbole désormais historique du bonnet rouge, le *barete burmedju*.

LA LÉGITIMITÉ PAR L'AUTRE HISTOIRE

Face aux candidats qui exploitèrent, sans la remettre en cause, l'histoire officielle, il y eut le candidat du *Frente de luta pela independência nacional da Guiné* (FLING) qui se positionna comme une figure de l'histoire non officielle, celle de l'opposition de toujours au PAIGC. Loin de chercher sa légitimité dans l'histoire écrite sous la houlette du PAIGC, François Kankoila Mendy s'est affirmé comme l'homme d'une histoire alternative, celle à laquelle a constamment été déniée une place en Guinée-Bissau, mais qui a résisté, pour s'imposer finalement. Le slogan "*Rasa banana. Korta nansi*", qu'on peut traduire par "De la race des bananiers. Coupé, il renaît", est un condensé de l'histoire du FLING pendant les deux premières décennies de la Guinée-Bissau indépendante. Il évoque les exécutions dont ont été victimes les militants du FLING, pourchassés par l'État-PAIGC comme "réactionnaires" et "ennemis du peuple". En même temps qu'un témoignage, ce slogan fut un défi au PAIGC qui, malgré les persécutions, ne réussit pas à supprimer le FLING. "*Rasa banana. Korta nansi*", slogan du FLING qui, tel le phénix, renaît continuellement de ses cendres, fut ainsi l'affirmation explicite de l'historicité alternative – une historicité qui s'inscrit en parallèle à celle du PAIGC, qui se veut de même valeur, et serait donc également habilitée à conférer une légitimité face au peuple.

Une des meilleures affirmations de cet appel à l'histoire alternative fut faite, non par François Mendy lui-même, mais par son épouse qui, dans une intervention radiodiffusée de la campagne électorale, déclara que le seul fait que le FLING ait été enfin reconnu en Guinée-Bissau était une victoire historique sur l'adversité (2). Bien plus, elle a fait se rejoindre l'histoire alternative et l'histoire officielle à un moment qu'elle situe le 22 août 1993, à un désormais célèbre débat télévisé pendant lequel un représentant du PAIGC et le président du FLING discutèrent des contributions respectives de leurs partis à l'indépendance du pays. Le FLING eut ainsi l'occasion de rappeler que la première action militaire contre les Portugais fut menée à son initiative sur la frontière sénégaloguinéenne dans la région de São Domingos. En réalité, cette action armée était, alors, à replacer dans le contexte de la course à la légitimité internationale engagée par le FLING et le PAIGC, avec comme enjeu l'appui diplomatique, financier et militaire de l'OUA. Elle ne joua aucun rôle déterminant dans la guerre de libération, entièrement menée et gagnée par le PAIGC. Mais au-delà des querelles d'interprétation, et par-delà le débat lui-même, c'est le symbole de cette rencontre du PAIGC avec un parti naguère frappé d'opprobre et voué aux gémonies qui marqua les esprits. La fin de l'ostracisme et du tabou fut interprétée par le FLING comme une victoire. Cependant, cette lecture *sui generis* du passé et du présent montra que la légitimité conférée par l'histoire alternative revendiquée par le FLING pouvait se doubler d'un surcroît octroyé par la reconnaissance officielle. Au supermarché du passé, toutes les légitimités étaient donc bonnes à prendre, du moment qu'elles permettaient de gagner les faveurs des électeurs (3).

(2) Pour toutes les références aux déclarations radiophoniques, cf. "Campanha eleitoral. Tempos de antena : presidenciais/legislativas", cassettes n° 1-32, *Arquivos audio-visuais do Instituto nacional de estudos e pesquisa*, Bissau.

(3) Cf. compte rendu du débat télévisé in *Nô Pintcha*, n° 1447, 8 septembre 1993, p. 6.

TOUTES LES HISTOIRES NE SONT PAS BONNES À DIRE

Les autres candidats eurent recours de façon moins systématique à l'histoire comme source de légitimité. Cela est dû à leurs profils personnels, à la prudence face à l'effet boomerang de certaines évocations du passé, ou au choix stratégique de miser sur d'autres thèmes jugés plus populaires.

Domingos Fernandes Gomes, candidat de la *Resistência da Guiné-Bissau-Movimento Bafatá* (RGB-MB) a bien revendiqué une légitimité due au statut d'opposant historique à l'État-PAIGC. Mais cette évocation resta limitée. Poussée à ses ultimes conséquences, elle aurait conduit aux premiers militants de Bafatá dont certains appartenaient au groupe des collaborateurs de la colonisation, émigrés au Portugal au moment de l'accession à l'indépendance...

Bubacar Djalo préféra également ne pas ouvrir les portes du passé. Ce candidat de compromis choisi par une coalition de six partis rassemblés sous le sigle UM (*União para a mudança*, Union pour le Changement) était politiquement un illustre inconnu, mais issu d'une grande famille maraboutique peule. Bubacar Djalo avait eu une position ambiguë pendant la colonisation, durant laquelle il travailla comme journaliste à la radiodiffusion contrôlée par les Portugais. Lors de l'accession à l'indépendance il se réfugia au Sénégal où il travailla longtemps pour la mission diplomatique du Brésil avant de rentrer en Guinée-Bissau à la faveur de l'ouverture politique. Fondateur d'un parti se proclamant écologiste, la *Liga guineense para a protecção ecológica* (LIPE), il fut choisi, par défaut, par la coalition UM paralysée par les ambitions personnelles et incapable de s'entendre sur une personnalité d'envergure nationale. Son choix était supposé attirer un surcroît d'électeurs musulmans et particulièrement peuls. Ses maigres résultats (2,76 %, soit le sixième rang) au premier tour de la présidentielle ont remis en cause la justesse de ces calculs (4).

En dépit de sa généalogie prestigieuse, sa stature d'homme politique peu connu, au passé plutôt obscur et susceptible d'interprétations compromettantes ne militait pas en faveur d'un appel à l'histoire comme source de légitimité. Aussi a-t-il recherché une légitimité politique dans la nécessité du changement.

Il en alla de même de Antonieta Rosa Gomes, dirigeant du *Forum cívico guineense – social democracia*, unique candidate féminine à l'élection présidentielle. Elle fit une campagne consensuelle avec de forts accents didactiques. Consciente de sa jeunesse et de sa faible épaisseur historique, elle préféra insister sur sa personnalité féminine et ses compétences de juriste. Du reste, les rares références qu'elle fit à l'évolution récente du pays furent toutes dans la ligne de l'histoire officielle. Elle n'a pas su capter les votes féminins (51 % de l'électorat), et est arrivée en queue de peloton avec 1,79 % des suffrages exprimés. Son parti, basé sur une ossature quasi familiale, très faiblement implanté au niveau national, fut le dernier légalisé avant les élections. La candidate elle-même, étudiante en droit revenue du Brésil au moment de l'ouverture politique, n'eut les trente-cinq

(4) L'*União para a mudança* (UM) rassembla les partis suivants : *Partido da renovação democrática* (PRD), *Movimento unido democrático* (MUDe), *Liga guineense para a protecção ecológica* (LIPE), *Frente democrática* (FD), *Frente democrática social* (FDS), *Partido democrático do progresso* (PDP). La fusion de ces six partis en un seul a été retenue pour la période post-électorale comme stratégie de survie de cette constellation de petites organisations.

ans exigés pour l'éligibilité que deux mois avant le scrutin. Peu après les élections, elle est repartie au Brésil terminer sa maîtrise en droit.

Quant au *Partido da convergência democrática (PCD)* et son candidat indépendant Carlos Domingos Gomes, le recours qu'ils ont fait à l'histoire fut plutôt original. Ce parti eut en juillet 1993 un rôle précurseur, à rouvrir dans son mensuel *Baguera* certaines pages sombres de l'histoire du pays indépendant : sur Paulo Correia, le "Cas du 17 octobre" et le "calendrier putschiste de Nino Vieira". Les allégations de complot qui menèrent à l'arrestation et l'exécution, en 1985, de Paulo Correia, brillant officier et compagnon d'armes de Nino Vieira, avaient été connues sous la désignation de "Cas du 17 octobre", par allusion à la date à laquelle le présumé coup d'État fut éventé. Le fait que plusieurs officiers de l'ethnie balante aient été accusés d'y avoir participé valut également à ce présumé complot le nom de "coup d'État des Balantes". La vaste épuration qui avait suivi cet épisode mal élucidé laissa des traces profondes au sein de l'ethnie balante, qui pourtant avait payé un lourd tribut à la guerre de libération nationale. Elle en avait supporté les plus grands sacrifices humains et matériels, sans avoir reçu après l'accession à l'indépendance des dividendes ou compensations en termes de développement économique ou promotion sociale et politique. Les blessures laissées par l'accumulation des frustrations et la conscience d'une forme d'ingratitude du PAIGC comptèrent pour beaucoup dans l'orientation du "vote balante" dont Kumba Iala, issu de cette ethnie majoritaire, fut crédité. Le "vote ethnique" dénoncé par le candidat Nino Vieira tout au long de la campagne du second tour de l'élection présidentielle trouve là certaines de ses racines. Toutefois, il convient de ne pas exagérer la portée de ce "vote ethnique" car sa dénonciation faisait aussi partie de la stratégie adoptée par Nino Vieira pendant cette campagne.

Cependant le rappel de ces événements ne constitua pas une utilisation de l'histoire dans le cadre spécifique de la campagne électorale, mais un coup d'essai tiré dans la guerre des nerfs de la pré-campagne (5). Une fois passée la phase de pré-positionnement et de guerre psychologique, le PCD aborda la campagne électorale en faisant de l'avenir, de la jeunesse et de la compétence ses principaux thèmes de bataille. Le rappel du passé n'était fait que pour mieux inviter à penser aux changements futurs. Si cette approche correspondit au profil des jeunes cadres du PCD, elle révéla aussi un hiatus avec le candidat à la présidentielle dont la campagne fit recours à une évocation originale de son histoire personnelle d'homme d'affaires, et aussi aux historiettes de sa famille minée par des conflits d'intérêts.

Choisi comme candidat "indépendant" par le PCD qui, convaincu de ses forces, refusa d'entrer dans une quelconque coalition, Carlos Domingos Gomes ("Cadogo") régla des comptes familiaux avec son fils Carlos Gomes Junior, fervent partisan de Nino Vieira, et lui-même candidat aux législatives sur une liste du PAIGC. Utilisant une partie de son temps d'antenne pour insulter publiquement son fils qu'il traita d'usurpateur et de prévaricateur, il lui promit même une bonne correction paternelle s'il venait à être élu président de la République. Ce déballage public qui prenait les électeurs à témoin d'histoires familiales alambiquées fut une des joyeusetés de la campagne électorale. Suivi comme une attraction, l'épisode porta

(5) Cf. les publications suivantes du *Partido da convergência democrática (PCD)* : *Baguera*, n° 5, 1^{er} juillet 1993, pp. 1 et 6-7; *Feretcha*, n° 11, 4 janvier 1993 ; *Kumbu*, n° 1, 19 novembre 1993.

certainement préjudice au candidat qui néanmoins arriva quatrième au premier tour avec 5,07 % des suffrages, en raison de son prestige personnel d'homme d'affaires prospère depuis les années de la colonisation portugaise.

L'URGENTE NÉCESSITÉ D'UNE HISTOIRE DE LA GUINÉE-BISSAU

La quête de légitimité par le truchement de l'histoire est un phénomène courant, banal même, en politique. Ce qui fut remarquable dans le cas des premières élections pluralistes de la Guinée-Bissau fut relatif à la pluralité des recours à la même histoire récente, sur des bases contradictoires et déroutantes pour le grand public. Cela confirme la forte prégnance de l'histoire des trente dernières années, et particulièrement des épisodes liés au nationalisme, comme source par excellence de la légitimité politique dans la Guinée-Bissau de 1994. Cela prouve que, par delà les réformes institutionnelles promulguées par le PAIGC selon un rythme et un mode qu'il a contrôlés de bout en bout, la "transition" n'a provoqué aucune faille majeure dans les fondements historiques de la légitimité politique. Bien plus, cela met en évidence, nonobstant la césure institutionnelle représentée par le passage du régime de parti-État à celui du multipartisme, une réelle continuité dans la lecture et l'intelligence de ces fondements. Au-delà de cette continuité, la principale divergence réside dans les interprétations hétérodoxes assignées auxdits fondements, en fonction des stratégies personnelles et des besoins ponctuels d'instrumentalisation de la mémoire collective. Enfin, cela met à nu les limites de la connaissance de cette source de légitimité politique, de cette période récente du nationalisme guinéen dont beaucoup d'acteurs sont vivants, et dont les nombreuses zones d'ombre laissent libre cours à des présentations, des interprétations et des utilisations hétérogènes.

Ce phénomène est aggravé par le fait que certaines des bases de l'historiographie de la Guinée-Bissau prêtent le flanc à la critique. En effet, l'histoire récente de la Guinée-Bissau a été écrite ou inspirée par les acteurs eux-mêmes. Ainsi, le PAIGC a fait la lutte de libération nationale, puis il a inspiré ou écrit l'histoire de la lutte qui a été érigée en monument intouchable. Même lorsque cette histoire a été écrite par des étrangers, ceux-ci nourrissaient souvent de la sympathie ou de l'admiration pour les acteurs historiques. Des auteurs comme Basil Davidson, Mário de Andrade, Lars Rudebeck, Patrick Chabal, n'échappent pas à cette inclination plus ou moins forte selon les cas. Cela souligne la nécessité d'une relecture attentive de l'histoire de la Guinée-Bissau avec un appareil critique conséquent, une vision réellement distanciée, une analyse à froid (6). Seule une approche de cette nature, avec des éclairages multiples et sans concessions sur les épisodes les plus controversés de la période récente, pourrait éviter qu'à l'avenir le passé soit un supermarché où chacun pourra faire de l'histoire en libre-service et sur mesure, sans risque d'être contredit sur des bases rigoureusement documentées. Toutefois, étant donné la passion, l'esprit de culte et la volonté de mythification qui continuent d'entourer les sujets

(6) Le livre de Mustafah DHADA, *Warriors at Work. How Guinea was Really Set Free*, Niwot, University Press of Colorado, 1993, XXXIII+324 p., est une contribution positive dans le sens d'une relecture de l'histoire récente de la Guinée-Bissau.

relatifs à la lutte de libération nationale, le travail sera difficile et de longue haleine.

Mars 1995

Fafali KOUDAWO

Instituto nacional de estudos e pesquisa (Bissau)